

Militant antifasciste, Antonin Bernanos est en prison depuis près de 6 mois suite à une plainte d'un militant d'extrême droite, Antoine Oziol de Pignol, membre des groupes fascistes « Génération identitaire » et « Les Zouaves », qui avaient multiplié les agressions fin 2018 et début 2019 dans les manifestations de Gilets jaunes. Antonin revient justement dans cette lettre sur les tentatives fascistes d'implantation dans le mouvement, et sur la réaction conjointe des groupes antifascistes et de Gilets jaunes antiracistes, qui a permis de chasser des cortèges l'extrême droite organisée.

Il développe en outre une analyse cruciale sur le triple mouvement de durcissement autoritaire de l'État, bien marqué par la répression tous azimuts des Gilets jaunes, de développement des mouvements fascistes (électoralistes ou extra-parlementaires), et de diffusion de l'idéologie raciste, en particulier islamophobe. Il s'agit donc, nous dit-il, de prendre au sérieux et de répondre politiquement à ce processus de fascisation en refusant l'isolement sectaire aussi bien que les alliances sans principes, et donc de faire front contre le fascisme mais aussi contre toutes les forces et toutes les politiques qui favorisent son développement, en particulier le néolibéralisme autoritaire de Macron.

Ce texte a été publié simultanément, sous des titres variables, par [Vacarme](#), [lundimatin](#), [Révolution permanente](#) et nous-mêmes.

Je vous écris depuis la maison d'arrêt de la Santé, où je suis incarcéré dans le cadre d'une procédure judiciaire ouverte le 18 avril dernier à l'encontre de plusieurs personnes et militants antifascistes, suite à une confrontation ayant opposé des antifascistes à des militants d'extrême-droite.

Cela fait près de six mois que je suis enfermé, six mois au cours desquels j'ai subi différents types de pressions de la part de l'institution judiciaire et de l'administration pénitentiaire. J'ai dans un premier temps été écroué à la maison d'arrêt de Fresnes, où la direction m'a placé sous le régime de l'isolement médiatique en raison de mon appartenance à des « mouvances radicales et violentes d'extrême-gauche. J'ai été ensuite transféré du jour au lendemain à la Santé, en transit pour un transfert dans un établissement sécurisé en dehors de l'Île-de-France – puisque je bénéficierais, selon la direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris, de « soutiens extérieurs pouvant nuire à la sécurité des établissements franciliens ».

Par ailleurs, il y a deux mois, la juge des libertés et de la détention en charge de mon dossier a ordonné la fin de ma détention provisoire et ma remise en liberté, décision aussitôt annulée par une cour d'appel aux ordres du parquet de Paris, qui a mobilisé son attirail judiciaire pour empêcher ma libération. Cet acharnement, assez typique de la justice et de l'administration pénitentiaire, est exercé à mon encontre alors que toutes les autres personnes incriminées ont été libérées et placées sous contrôle judiciaire, et qu'il n'existe aucun élément dans le dossier permettant de m'associer d'une quelconque façon à l'affrontement.

Aucun élément, sauf la déclaration d'un militant identitaire, Antoine Oziol de Pignol, hooligan du Kop of Boulogne, au sein du groupe de la Milice Paris, militant actif de Génération identitaire, et proche du groupuscule nationaliste des Zouaves Paris, avec qui il était au moment de l'affrontement. Ce dernier a donc porté plainte et s'est constitué partie civile, affirmant reconnaître des militants antifascistes parmi les auteurs des violences dont il aurait été victime, et déclarant que je faisais partie du groupe qui a mis en déroute ses

Au premier abord, le fait que des militants d'extrême-droite, appartenant à des groupes violents, et auteurs de nombreuses exactions au cours des derniers mois (agressions contre des femmes voilées ou des migrants pour Génération identitaire, attaques des jeunes du Lycée autogéré de Paris ou, dernièrement, du cortège du Nouveau Parti Anticapitaliste lors de l'Acte 11 du mouvement des Gilets Jaunes pour les Zouaves Paris) puissent collaborer de manière aussi décomplexée avec la police et les instances répressives est de nature à surprendre. Mais il convient de replacer ce phénomène dans un cadre plus large, dans le contexte de révolte sociale et de répression généralisée que l'on observe depuis le début du mouvement social contre la Loi Travail en 2016 jusqu'au mouvement des Gilets Jaunes.

En effet, si les liens entre la police et l'extrême-droite ne sont plus à démontrer (voir [ici](#) et [ici](#)), il est nécessaire de se pencher plus précisément sur la coagulation spécifique qui existe entre la police et les groupes d'extrême-droite impliqués dans cette affaire. Ainsi le groupe Génération identitaire s'est toujours positionné en tant que supplétif de l'État et de sa police : [occupation de mosquées](#) dans un contexte d'explosion des politiques islamophobes, campagne « DEFEND EUROPE » pour bloquer les migrants en Méditerranée ou dans les Alpes au moment où les politiques migratoires européennes se radicalisent et où des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants perdent la vie au cours de leur voyage, ou plus récemment, occupation de la CAF de Bobigny dans un contexte de répression inédite à l'encontre du plus grand mouvement de lutte contre la précarité en France depuis des décennies.

En ce qui concerne les Zouaves Paris, on peut rappeler, entre autres, leurs multiples agressions à l'encontre d'étudiants et de militants lors des blocages et des occupations d'université au cours du mouvement de 2018 contre la loi ORE. C'est également eux qui, lors du 1er mai 2018, tentaient de ratonner des manifestants en périphérie de la place de la Contrescarpe, au moment où Alexandre Benalla et sa milice de barbouzes tabassaient ceux qui n'arrivaient pas à quitter la place, après une journée caractérisée par un déchaînement de violences policières contre la manifestation internationale des travailleurs.

Si cet événement était assez emblématique de la convergence et de l'articulation entre violence policière, violence de groupes armés travaillant au service de l'État en parallèle de l'institution policière, et violence des groupes d'extrême-droite, c'est au cours du mouvement des Gilets jaunes que l'on a vu cette stratégie commune se déployer et se consolider à l'encontre du mouvement social.

Si les groupes et militants d'extrême-droite ont finalement été chassés du mouvement et des manifestations à l'échelle nationale, il faut rappeler qu'au cours des premières semaines, leur présence était bien réelle au sein des mobilisations. On se souvient notamment du discours rabâché par les médias de masse selon lequel les violences à l'encontre des forces de l'ordre étaient commises par des groupes nationalistes « infiltrés » dans le mouvement.

S'il est vrai que certains groupes d'extrême-droite, dont les Zouaves et leur chapelle du Bastion Social, ont participé au début aux affrontements avec les forces de l'ordre, il faut lire ces faits, et leur médiatisation, dans le cadre d'une stratégie plus large au bénéfice de l'État. Il s'agissait d'élaborer une répression morale (qui procédait en rendant possible la répression policière féroce que l'on a connue par la suite) stigmatisant le mouvement des Gilets jaunes comme un mouvement d'extrême-droite violent.

La présence des groupes d'extrême-droite était donc entretenue, mise en scène et instrumentalisée afin de légitimer aux yeux de l'opinion publique les arrestations massives, les condamnations à l'encontre des Gilets jaunes au cours de comparutions immédiates expéditives, la prison, la violence, les mutilations...

Entretenir la présence de l'extrême-droite et sa publicité était le moyen pour l'État de rendre illégitime un mouvement soutenu par une large majorité de la population. Une énième tentative de manipulation de l'opinion publique, qui s'est déployée à son paroxysme au moment de la polémique autour de « l'agression » de Finkielkraut et de « l'antisémitisme des gilets jaunes ». Soyons clairs : il ne s'agit pas de nier que des formes d'antisémitisme et de complotisme ont pu s'exprimer et se diffuser au sein du mouvement. Il s'agit d'exhiber les outils de répression morale de l'État, et de comprendre que le fascisme et ses idées en sont l'un des plus importants.

Ledit antisémitisme, dont l'État se targuait d'être le plus vif opposant, doit également se comprendre comme un outil, une réalité entretenue sciemment au sein du mouvement. Si les thèses antisémites notoires, comme celles d'Alain Soral, ont pu se diffuser au sein du mouvement, par l'intermédiaire d'auxiliaires ou de militant fascistes, c'est parce que celles-ci ont été largement exacerbées et relayées par les médias de masse et le gouvernement. Et si tel a été le cas, c'est parce que ces thèses prétendent « anti-système » sont en réalité au service de celui-ci, et sont mobilisées en son sens.

De l'extérieur, l'État s'en sert pour délégitimer le mouvement aux yeux de l'opinion publique. De l'intérieur, les thèses sur la « finance juive », articulées notamment autour de la banque Rotschild, permettent aux vrais ennemis, tels que la finance au sens large et le capitalisme en tant que système de domination et d'exploitation, d'être écartés, segmentés, pour cibler une soi-disant partie du problème plutôt que le problème en lui-même. Une fois de plus, stratégie répressive et stratégie fasciste font corps à l'encontre du mouvement social.

Reprenons le fil de notre propos. La présence des groupes d'extrême-droite (comme les Zouaves Paris) au sein des Gilets jaunes, ne s'est pas limitée à un rôle d'épouvantail du pouvoir. Ces derniers étaient avant tout présents pour tenter de chasser les militants antifascistes, autonomes et révolutionnaires. Il s'agissait de s'en prendre à ceux qui étaient également la cible des forces de police, en raison de leur soutien logistique et stratégique dans le mouvement, au cours de blocages économiques, ou dans les manifestations, en tant que force active dans l'autodéfense des cortèges face aux attaques de la police, auprès des Gilets jaunes.

À cette stratégie militaire s'ajoute la tentative d'infiltration des services d'ordre, mise en lumière par la présence d'un militant identitaire notoire, [Victor Lenta](#), devenu membre auto-proclamé d'un service d'ordre au sein duquel on a pu retrouver [nos fameux zouaves de service](#). Une fois de plus la stratégie fasciste faisait pleinement écho à la stratégie de maintien de l'ordre. Il s'agissait pour l'extrême droite d'intégrer des instances du mouvement pour mieux pouvoir s'en prendre aux groupes antifascistes, mais surtout, pour tenter d'imposer un cadre autoritaire aux manifestations, afin d'empêcher toute forme de débordement, et museler ainsi les nouvelles formes de luttes offensives, propres au surgissement des gilets jaunes au sein du champ politique traditionnel.

Ce fut la dernière tentative d'organisation réelle des forces fascistes. En effet, c'est en assumant un antifascisme de terrain que les antifas et les gilets jaunes antiracistes ont chassé les militants d'extrême-droite à Paris, à Lyon et ailleurs, faisant des manifestations

des espaces où leur présence n'était pas admise et non négociable. C'est en devenant acteur du mouvement, et en ignorant les injonctions à boycotter celui-ci (provenant souvent de « militants » de notre propre camp, qui s'étaient laissés bernier par l'association d'État « Gilets jaunes - extrême droite ») que nos combats quotidiens ont finalement payés.

Ce travail de lutte, qui s'est mis en place chaque samedi pendant plusieurs semaines, n'a pu se faire qu'en étroite collaboration avec les groupes de gilets jaunes à l'échelle locale et nationale et ne s'est pas réduit aux affrontements de rue avec les militants fascistes. Autonomes et antifascistes se sont placés au service du mouvement, tant sur le plan logistique que stratégique, acceptant de faire avec les nombreuses contradictions qui le traversaient, transformant celui-ci tout en acceptant d'être transformé à son tour, en se détachant des schémas sclérosés de la politique contestataire.

Il a fallu pour cela mobiliser et mettre en œuvre des stratégies et des formes de luttes nouvelles, affronter physiquement les groupes d'extrême-droite, organiser la protection de leurs cibles, mettre en place des cortèges festifs et antiracistes, participer aux assemblées générales locales, s'investir sur les ronds-points, dans les blocages, mobiliser nos pratiques et notre savoir des luttes pour organiser des groupes de désarrestations face aux interpellations policières, ou encore protéger les cortèges contre la violence des forces de l'ordre.

Tout cela n'a été rendu possible que grâce à la collaboration entre camarades d'horizon parfois très différents, mais avant tout grâce à la solidarité issue de nos alliances avec des gilets jaunes à l'échelle locale, en particulier les gilets jaunes de Rungis, sans qui la réussite du mouvement dans la métropole parisienne n'aurait pas été possible. Et c'est précisément ces alliances, ces rencontres, ce travail politique qui sont ciblés dans le cadre de l'affaire qui m'a conduit aujourd'hui à être de nouveau incarcéré et qui place une fois de plus l'antifascisme autonome sur le banc des accusés. Car il s'agit bien ici d'une stratégie commune de l'extrême-droite et des institutions répressives qui tentent par la voie légale, pénale et carcérale, de s'en prendre au mouvement et à ses différents protagonistes.

Ce que j'ai décrit précédemment n'est pas quelque chose de nouveau. Depuis des décennies l'État français et l'extrême-droite sont intimement liés dans la défense d'un capitalisme néocolonial - depuis la guerre d'Algérie et l'instauration du premier état d'urgence, qui sera à nouveau mobilisé pour tenter de mater les révoltes des quartiers populaires en 2005, puis à l'encontre des musulmans au prétexte de la lutte anti-terroriste, avant de s'abattre contre le mouvement social traditionnel et de s'étendre à la société dans son ensemble par la constitutionnalisation de ses prérogatives.

Si la rencontre entre Gilets jaunes et quartiers populaires n'est restée pour l'instant qu'à l'état embryonnaire, il est nécessaire de rappeler que la violence d'État quant à elle fait depuis longtemps le lien entre les habitants des banlieues et les franges des classes populaires qui se sont organisées au sein des dernières mobilisations, en faisant des cibles privilégiées. La violence qui s'est abattue sur le mouvement des Gilets jaunes vient de loin. Cette nouvelle doctrine du maintien de l'ordre s'élabore depuis la répression des peuples en lutte pour leur liberté dans les anciennes colonies françaises. Les DAR et les BRAV ne sont que l'évolution des BAC, elles-mêmes créées pour réprimer les colonisés de l'intérieur après la guerre d'Algérie. Le flash-ball et les grenades qui ont mutilé tant de gilets jaunes sont des instruments perfectionnés depuis des années dans les banlieues des grandes métropoles.

Et derrière toute cette violence, le fascisme veille au grain, toujours prêt à être mobilisé

comme instrument de cette même violence. Depuis l'OAS, organisation d'extrême-droite recrutant policiers et militaires pour commettre des attentats contre les algériens. Depuis les années 1980, où les groupes fascistes ratonnaient les étrangers, avant de passer le relais aux forces de l'ordre, qui ont depuis retrouvé le monopole de la violence raciste, à travers son vecteur principal : les violences policières quotidiennes qui continuent à humilier, mutiler et tuer les habitants des quartiers populaires, parce qu'ils sont pauvres, noirs, arabes ou musulmans.

Depuis longtemps, la police d'État et les groupes fascistes se partagent la violence raciste. Et c'est aujourd'hui cette même violence, construite dans la collaboration entre l'extrême-droite et les forces de l'ordre, qui a été mobilisée contre le mouvement des Gilets jaunes et ses différents acteurs. La police et l'extrême-droite collaborent à une cause commune : mater les révoltes populaires et défendre le système capitaliste.

Les dernières semaines ont offert un concentré spectaculaire de ce processus qui ne cesse de s'approfondir. La police, prise dans une radicalisation ininterrompue, se comporte toujours plus comme une *force autonome* : que l'on songe au meurtre de Steve à Nantes lors de la fête de la musique, que l'on songe à la manifestation illégale devant le siège de la France Insoumise appelée par le syndicat d'extrême-droite Alliance, ou tout récemment à la plainte déposée contre Assa Traoré (ultime étape d'un acharnement sans limite). À chaque pas en avant, les policiers reçoivent le soutien indéfectible du gouvernement, à chaque nouveau crime, ils savent pouvoir compter sur sa couverture systématique.

Pendant ce temps-là, Marion Maréchal-Le Pen^[1] et Éric Zemmour rivalisent de rhétorique haineuse et appellent sans complexe à des pogroms contre les musulmans en direct sur la chaîne de télévision d'un milliardaire français. Quant à Macron, qui a beau jeu de se poser en rempart face à l'extrême-droite, il ne se contente pas d'appuyer aveuglément sa police déchaînée, mais décide de lancer une campagne sur l'immigration en reprenant littéralement les mots de l'extrême-droite.

La question n'est pas, comme le pense une social-démocratie aussi passive qu'apeurée, d'y voir les symptômes d'un sombre futur, les prémices du fascisme qui vient – possibilité dont on ne saurait se prémunir qu'en faisant confiance aux « progressistes » auto-proclamés et autres défenseurs du « front républicain ». C'est tout le contraire que nous montre la situation actuelle : le fascisme n'est pas un horizon, c'est une tendance matérielle qui se développe au présent, au sein même des institutions – et que le macronisme, loin de constituer un rempart, accélère.

C'est à cette mutation autoritaire de l'État que les mouvements sociaux naissants, dans leurs tentatives d'alliances et de renforcement réciproque, auront à se confronter. Il ne s'agit donc pas seulement ici de réclamer ma libération et l'abandon des charges à l'encontre des antifascistes inculpés.

Même si c'est là l'un des enjeux de la lutte qui s'ouvre à nous, il serait stérile et sectaire de rester centrés sur nous-mêmes, assurant la défense de nos forces à un moment où la répression s'abat sur des franges de plus en plus larges des classes populaires. Si l'une des grandes forces de l'État est bien l'art du mensonge, de la déconstruction de la vérité, de la manipulation des faits et de leur réécriture médiatique, notre rôle à nous, en tant qu'antifascistes, est de réaffirmer le lien réel et fondamental qui unit les luttes actuelles, de l'antiracisme aux luttes contre la précarité.

Nous ne devons pas oublier que des milliers d'êtres humains périssent aux portes de

l'Europe. Nous ne devons pas oublier les jeunes de Mantes-La-Jolie, et les victimes des crimes policiers, depuis Malik Oussekine jusqu'à Adama Traoré et Zineb Redouane. Nous ne devons pas oublier les victimes des crimes fascistes, depuis Brahim Bouharam jusqu'à Clément Méric, mort sous les coups de nervis d'extrême-droite il y a quelques années. Il est ma force au quotidien et mon phare dans la pénombre du monde carcéral.

Nous ne devons pas oublier tous les Gilets jaunes blessés ou enfermés dans les geôles de l'État français. J'ai croisé la route de beaucoup d'entre eux derrière les barreaux, souvent isolés, oubliés et démunis de tout soutien politique extérieur. Plus largement, nous ne devons pas oublier toutes celles et ceux qui peuplent les prisons françaises, enfermés avant tout pour ce qu'ils sont et ce qu'ils représentent. Toute lutte révolutionnaire ne peut être qu'anticarcérale.

Nous ne devons pas oublier que toutes ces choses sont liées au sein d'un projet que nous devons combattre, mais aussi, et surtout, n'oublions pas que tous les mots, tous les textes, toutes les postures de principe ne valent rien si elles ne se concluent pas par des actes. La séquence de luttes qui s'ouvre doit être celle des alliances qui se tissent depuis des années et des fronts communs, celle de l'autodéfense populaire et de toutes les révoltes.

Antonin Bernanos

Prison de la Santé,

Le 3 octobre 2019.

Notes

[1] Marion-Maréchal Le Pen est de notoriété publique proche de Génération identitaire : <https://www.bfmtv.com/politique/la-discrete-visite-de-marion-marechal-le-pen-a-des-identitaires-parisiens-1083663.html/> https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/04/06/marion-marechal-generation-identitaire-et-les-anciens-du-grece-reunis-dans-un-colloque-d-extreme-droite_5446771_823448.html